



improve

Conseil
en immobilier
d'entreprise

01 81 72 00 00
improve.fr

MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

LYON

INVESTISSEMENT - BUREAUX - ACTIVITES

S1 2026

01

L'essentiel du marché

72 %

PART DU BUREAU

176 M€

INVESTISSEMENT METROPOLE LYON

Seulement 21 opérations ont été actées dans la Métropole de Lyon au premier semestre 2026. Ces dernières représentent un investissement d'environ 176 millions d'euros, un volume en repli annuel de 23 % mais surtout 45 % sous la moyenne quinquennale (à période comparable).

Avec 72 % des montants engagés depuis le début de l'année, les bureaux ont largement été la première cible des investisseurs. Au total, 9 transactions sont recensées, soit plus de 126 millions engagés.

63 291 m²

DEMANDE PLACEE BUREAUX

Seulement 32 300 m² de bureaux ont été commercialisés au cours des trois derniers mois. Sur l'ensemble du premier semestre 2026, la demande placée atteint près de 63 300 m². En comparaison avec les résultats du premier semestre 2025, ce volume accuse un repli important, de l'ordre de 39 %.

76 %

PART DU SECTEUR LYON INTRAMUROS

Géographiquement, Lyon Intramuros continue de concentrer une très large majorité des surfaces commercialisées. Avec plus de 48 000 m² commercialisés (-29 % sur un an), ce territoire truste 76 % de la demande placée. La Part-Dieu concentre à elle-seule 19 % de la demande placée.

143 437 m²

DEMANDE PLACEE LOCAUX D'ACTIVITES

Le marché lyonnais des locaux d'activités confirme sa bonne santé du début d'année : environ 81 000 m² ont été commercialisés au cours des trois derniers mois. Sur l'ensemble du semestre, plus de 145 000 m² ont été transactés, un volume en progression annuelle de 20 % mais toujours 10 % sous la moyenne quinquennale, à période comparable.

5

TRANSACTIONS > 5 000 M²

En locaux d'activités, 5 transactions > 5 000 m² ont été actées depuis le début de l'année, soit près de 33 000 m² commercialisés. Ce volume a plus que doublé par rapport aux commercialisations du premier semestre 2025 (+ 126 %) où seules deux opérations avaient été recensées.

02

L'actualité économique

Une conjoncture tributaire du conflit au Moyen-Orient

Le conflit entre les États-Unis et l'Iran est resté au cœur des préoccupations internationales tout au long du deuxième trimestre 2026. Si le scénario catastrophe d'un baril de Brent à plus de 150 dollars n'a finalement pas eu lieu, la conjoncture économique mondiale reste particulièrement fragile.

Témoin de ces perturbations, l'once d'or a décroché tout au long du premier semestre 2026, passant de près de 5 600 dollars fin janvier à environ 4 000 dollars fin juin. En outre, la reprise des hostilités pendant la première quinzaine de juillet a provoqué de nouvelles secousses : indices asiatiques et nord-américains en baisse, reprise de la hausse du prix du pétrole, risque d'une accélération de l'inflation...

Confrontée à une forte hausse des prix en Zone Euro (+ 3,2 % en mai), la Banque Centrale Européenne a d'ores et déjà décidé de remonter, pour la première

fois depuis septembre 2023, ses taux directeurs. Ainsi, le taux de dépôt a été ajusté à 2,25 % (+ 25 points de base sur un an). Ce premier tour de vis devrait s'accompagner dès l'automne d'une nouvelle hausse de 25 points de base pour tenter de juguler l'inflation.

La persistance de ces incertitudes a également conduit la BCE à altérer ses prévisions de croissance pour l'année 2026 à seulement + 0,9 %, -10 points de base par rapport au premier trimestre. La France n'échappe pas à cette dégradation des projections macroéconomiques : la Banque de France les a

également revus à la baisse. Dans son scénario de base, l'institution monétaire anticipe désormais une croissance du PIB de seulement + 0,5 % contre + 0,9 % en mars. La succession d'épisodes caniculaires entre mai et juillet a également provoqué un ralentissement de l'activité économique et a rappelé l'exposition de l'économie française au changement climatique.

Si les perspectives fin juin d'une trêve durable entre l'Iran et les États-Unis avaient permis un très léger repli des obligations assimilables du Trésor (OAT) à 10 ans, à 3,59 % au 30 juin, la reprise des affrontements a provoqué une nouvelle envolée des taux : l'OAT à 10 ans a atteint 3,87 % le 8 juillet, flirtant à nouveau avec son niveau record de la fin mars. Dans ces conditions, le *spread* avec l'indice de référence du Bund allemand repart également à la hausse : après s'être stabilisé aux alentours des 70 points de base (pb) pendant la majeure partie du deuxième trimestre, il a frôlé les 80 pb début juillet.

Les mesures budgétaires annoncées par le gouvernement se montrent, pour le moment, insuffisantes pour atténuer les inquiétudes des marchés et une escalade pourrait rapidement provoquer une nouvelle phase de hausse de l'OAT à 10 ans et du *spread*. Cette augmentation des obligations a également conduit la Banque de France à ajuster les taux d'usure. À partir du 1^{er} juillet, le taux maximum pour les prêts à taux fixe d'une durée comprise entre 10 et 20 ans est fixé à 4,57 %, en hausse trimestrielle de 9 points de base.

Parallèlement à ces sujets financiers, l'économie française souffre directement de la guerre au Moyen-Orient. Selon le dernier baromètre Bpifrance Le Lab consacré aux TPE-PME, 79 % des entreprises interrogées anticipent un impact négatif du conflit sur

leur activité. Parmi les premiers postes de préoccupations figurent la hausse des prix du pétrole et les difficultés d'approvisionnement. La nouvelle dégradation de la confiance des chefs d'entreprises témoigne également de ces inquiétudes. En juin, l'indicateur synthétique du climat des affaires chute à 94,0 points (-2,1 points sur un an), soit l'un de ses plus bas niveaux depuis la crise sanitaire de Covid-19. En dépit d'une légère amélioration par rapport à son niveau de mai, l'indice de confiance des ménages demeure également très largement en deçà de sa moyenne de longue période, à 84 points (-5 points sur un an).

Cette nouvelle détérioration de la conjoncture économique impacte également l'emploi : au premier trimestre 2026, le taux de chômage atteint 8,1 % de la population active, soit une hausse annuelle de 70 points de base. Selon l'INSEE, les défaillances d'entreprises atteignent également un niveau record : sur 12 mois glissants, le nombre de défaillances dépasse, pour la première fois de l'histoire, la barre des 70 000.

En dépit de quelques grandes opérations en trompe-l'œil, le marché de l'immobilier d'entreprise français demeure fortement contraint par les incertitudes et n'est pas à l'abri d'une nouvelle aggravation de la situation en fonction de l'évolution du conflit au Moyen-Orient et de ses conséquences économiques et financières.

Chiffres-clés
source INSEE

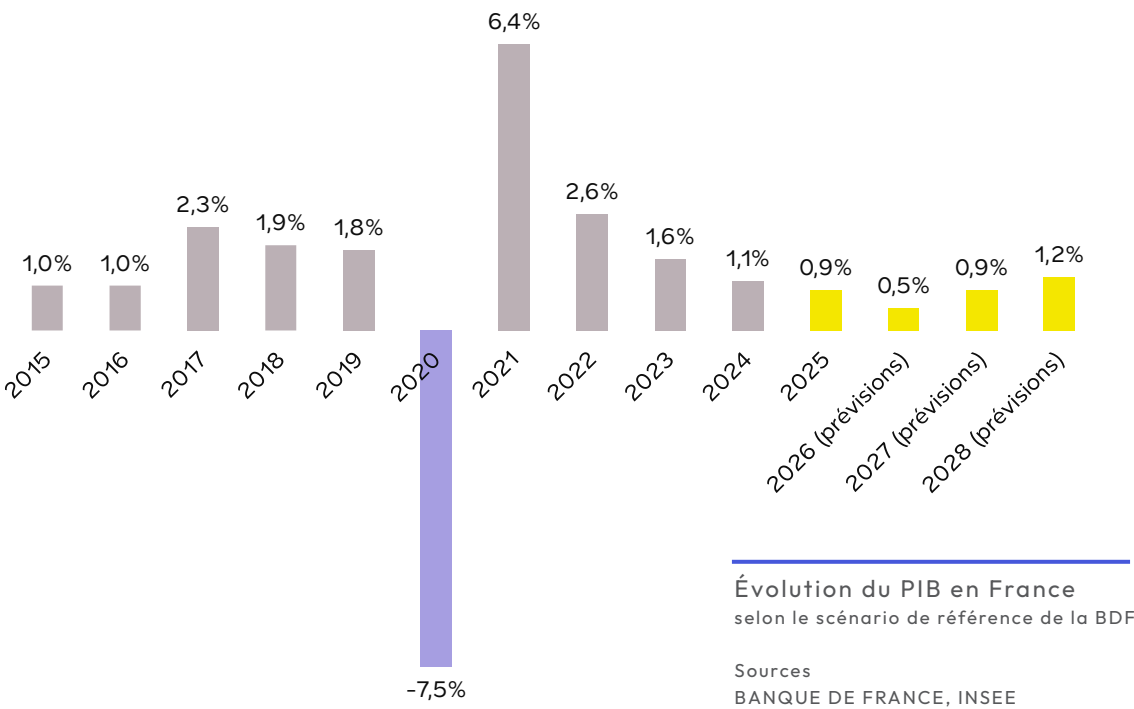
+ 8,1 %
▲ Taux de chômage
au T1 2026

4,57 %
▲ Taux d'usure pour le T3 2026
Prêts à taux fixe d'une durée comprise
entre 10 ans et moins de 20 ans

84
▼ Confiance des ménages
Juin 2026

94,0
▼ Climat des affaires
Juin 2026

Sources
BANQUE CENTRALE EUROPEENNE,
BANQUE DE FRANCE, BPI FRANCE
LE LAB, EUROSTAT, INSEE, LES
ECHOS, IMPROVE



03

L'investissement en France

Un rebond en trompe-l'œil

Au deuxième trimestre 2026, plus de 4,6 milliards d'euros ont été investis en immobilier d'entreprise (bureaux, locaux commerciaux, entrepôts logistiques et locaux industriels) en France, soit le meilleur deuxième trimestre depuis 2022. En comparaison avec le deuxième trimestre 2025, ce volume affiche une progression spectaculaire, de l'ordre de 84 %.

Sur l'ensemble du premier semestre 2026, l'engagement dépasse les 6,6 milliards d'euros, en hausse annuelle de 9 % (à période comparable). Rapporté à la moyenne quinquennale, le volume investi accuse néanmoins un ralentissement de 14 %. Ce rebond trimestriel doit toutefois être fortement nuancé. En effet, il est très largement soutenu par une unique opération : l'acquisition du portefeuille industriel de PROUDREED par BLACKSTONE pour 2,3 milliards d'euros.

Quatre autres transactions supérieures à 100 millions d'euros ont été actées au cours des trois derniers mois : l'acquisition de l'immeuble Le Marignan (27-33 Champs-Élysées, Paris 8) par BLACK SWAN REAL ESTATE CAPITAL pour plus de 400 millions d'euros, l'arbitrage d'une participation de 49 % au sein d'un portefeuille de trois actifs occupés par THALES en Île-de-France au profit de BLUE OWL pour environ 250 millions d'euros, la cession du 39 Colisée (Paris 8) en faveur de DWS pour près de 140 millions d'euros et enfin la signature de l'immeuble Magnetik à Montrouge par BATIPART et SOFIDY pour environ 130 millions d'euros. Depuis le 1^{er} janvier, les grandes signatures (> 100 millions d'euros) cumulent ainsi près de 4,2 milliards d'euros, soit 63 % des montants engagés en France. En comparaison avec le 1^{er} semestre 2025, ce volume progresse de 72 % et est également 37 % supérieur à la moyenne quinquennale, à périmètre constant.

À rebours de cette surperformance des grandes transactions, les tranches inférieures affichent des résultats plus contrastés. Seulement 8 opérations comprises entre 50 et 100 millions d'euros ont été recensées au premier semestre, soit seulement 490 millions d'euros échangés, un volume en repli annuel de 26 % et surtout 64 % sous la moyenne quinquennale (à période comparable).

▲ **6,63 milliard €**
Investissement en France
(tous types d'actif)
+ 9 %
Evolution annuelle

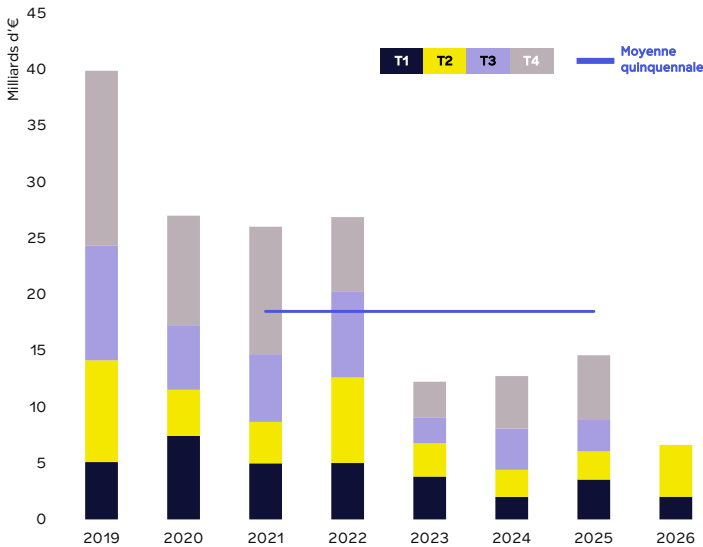


Cette perte de vitesse est aussi conséquente sur le segment des signatures comprises entre 20 et 50 millions d'euros. Seulement 960 millions d'euros ont été investis, en recul de 46 % sur un an et 49 % en deçà de la moyenne de longue période. Enfin, les petites signatures (< 20 millions d'euros) se montrent plus résilientes mais affichent tout de même un ralentissement annuel conséquent, de l'ordre de 18 %. Avec près de 990 millions d'euros investis sur ce segment depuis le début de l'année, l'investissement se replie également de 30 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Cette répartition des investissements témoigne d'un marché à deux visages avec, d'un côté, un nombre restreint de très grandes opérations toujours en capacité d'attirer des capitaux, et de l'autre, un marché durablement ralenti. S'il demeure impossible d'estimer précisément l'impact de la guerre au Moyen-Orient sur l'économie mondiale et ses répercussions sur l'investissement immobilier français, il semble aujourd'hui certain que la reprise n'aura pas lieu avant le second semestre 2027, voire seulement à partir de l'exercice 2028.

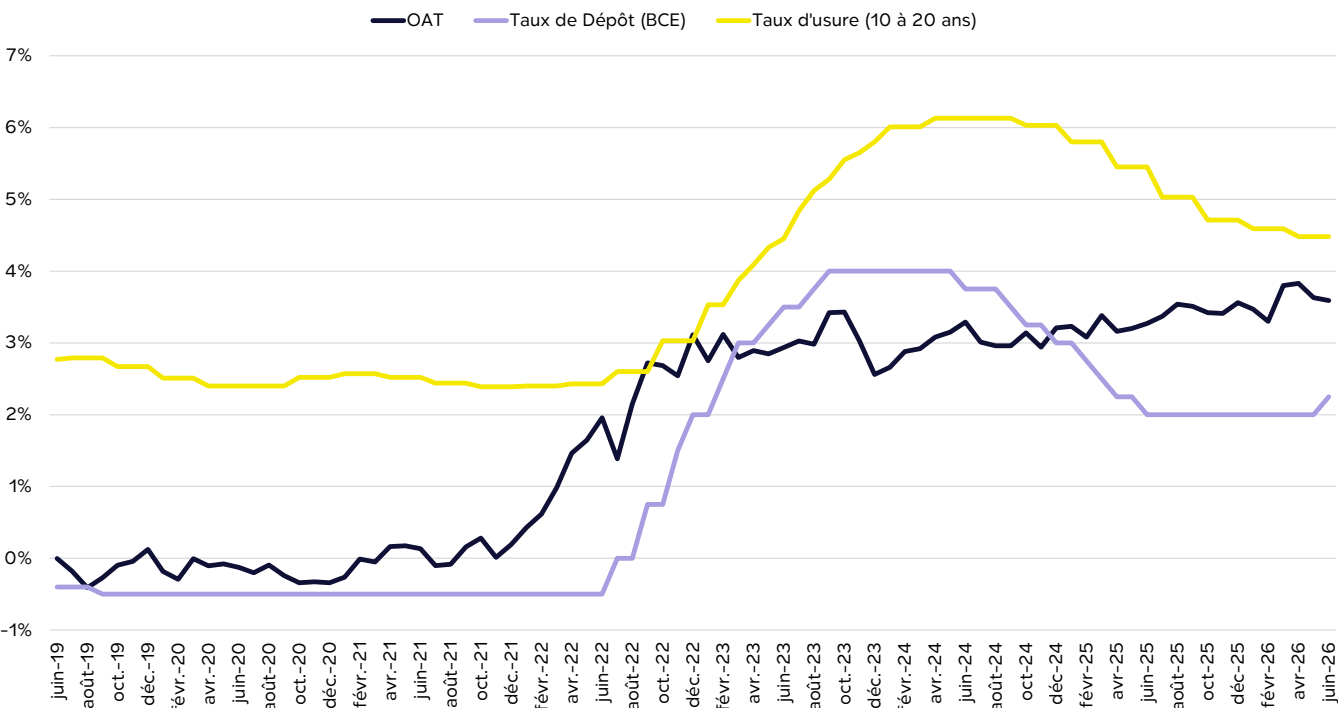
Les perspectives pour le second semestre doivent néanmoins être nuancées : plusieurs opérations majeures sont actuellement dans le *pipe* et permettent au marché d'espérer un atterrissage aux alentours des 12 à 14 milliards d'euros. Toutefois, une escalade du conflit entre l'Iran et les États-Unis pourrait provoquer un choc pétrolier majeur et donc une accélération de l'inflation. Dans ces conditions, les banques centrales seraient obligées de procéder à de nouveaux tours de vis monétaires. De telles décisions impacteraient nécessairement les marchés obligataires, comprimant alors la prime de risque des investisseurs et portant un nouveau coup d'arrêt au marché de l'investissement en immobilier d'entreprise.

Sources
IMMOSTAT, IMPROVE



Historique des montants investis en France

Sources
IMMOSTAT, IMPROVE



Évolution des taux (à fin de période)

Sources
BANQUE DE FRANCE, BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

▼ **176 millions €**
Investissement dans la Métropole de Lyon
(tous types d'actif)

-23 %
Evolution annuelle
Sources : CECIM, IMPPROVE.



04

L'investissement dans la métropole lyonnaise

Des investisseurs toujours prudents

Sans surprise, le marché de l'investissement lyonnais n'échappe pas à cette nouvelle dégradation de la conjoncture économique. Toujours confrontés à des incertitudes majeures, les investisseurs continuent de privilégier des attitudes prudentes.

Selon les données compilées par le CECIM, seulement 21 opérations ont été actées dans la Métropole de Lyon au premier semestre 2026. Ces dernières représentent un investissement d'environ 176 millions d'euros, un volume en repli annuel de 23 % mais surtout 45 % sous la moyenne quinquennale (à période comparable).

Avec 72 % des montants engagés depuis le début de l'année, les bureaux ont été la première cible des investisseurs. Au total, 9 transactions sont recensées, soit plus de 126 millions engagés. En comparaison avec l'investissement du premier semestre 2025, ce volume affiche une progression soutenue, de l'ordre de 58 %. Rapporté à la moyenne quinquennale, ce résultat accuse toutefois une contraction de 25 %.

Parmi les signatures significatives de ce premier semestre figure la cession de 13 000 m² au sein de la Tour Part-Dieu par DCB INTERNATIONAL en faveur d'une entité de son propre groupe, LA FINANCIÈRE DE LA PART-DIEU, pour près de 50 millions d'euros. L'acquisition de l'immeuble EX07 à Gerland par la FONCIERE IMMOBILIER & TERRITOIRE RHONE-ALPES (FITRA, foncière réunissant la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE-RHONE-ALPES et la CAISSE D'EPARGNE RHONE-ALPES) pour 30 millions d'euros est l'autre transaction à dépasser les 20 millions d'euros.

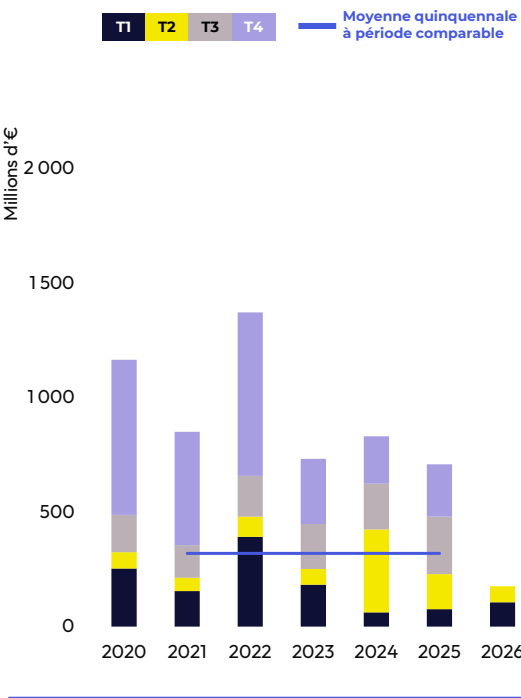
À l'instar des tendances identifiées dans les autres métropoles françaises, ces deux signatures témoignent de la volonté des investisseurs de privilégier les opérations les plus sécurisées et les actifs situés au sein des quartiers d'affaires les plus établis.

Sources
CECIM, IMPPROVE

Avec également 9 opérations enregistrées depuis le début de l'année, l'investissement industriel n'atteint que 26 millions d'euros, un volume en régression annuelle conséquente, de l'ordre de 47 %, et également 49 % sous la moyenne de longue période. L'acquisition d'un local de plus de 13 000 m² à Leyment par ALTAREA IM auprès de JACKY PERRENOT dans le cadre d'une opération en *sale & leaseback* de plus de 8 millions d'euros constitue la transaction majeure de ce premier semestre.

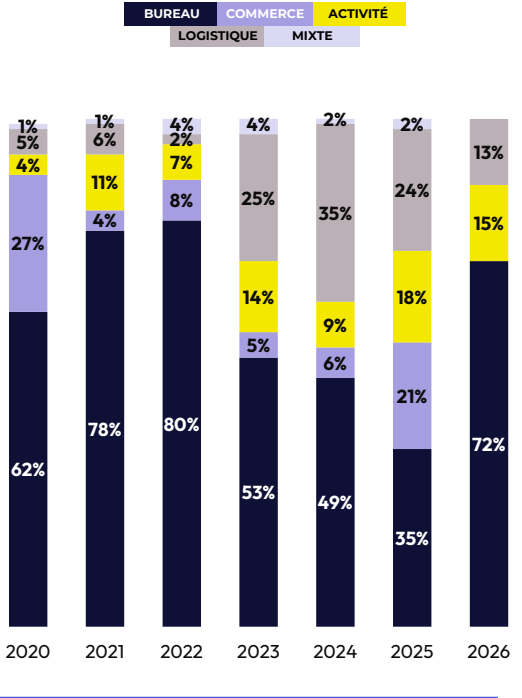
Le marché de l'investissement logistique demeure fortement ralenti et bien loin de son excellent dynamisme du premier semestre 2025. Seulement 2 opérations ont été actées, soit 23 millions d'euros, un volume en chute annuelle de 76 % et également 68 % sous la moyenne quinquennale. Pour rappel, le début d'année 2025 avait enregistré plusieurs opérations d'envergure dont l'arbitrage d'une plateforme logistique XXL à Saint-Laurent-de-Mure pour plus de 40 millions d'euros. La cession d'un entrepôt neuf intégralement loué de près de 11 500 m² à Saint-Maurice-de-Gourdans par HUDSON DEVELOPMENT au profit de NUVEEN RE pour plus de 15 millions d'euros est la principale signature de ce premier semestre.

Enfin, le marché de l'investissement commercial demeure inerte pour le second trimestre consécutif : aucune opération *retail* n'a pour le moment été actée dans la métropole lyonnaise.



Évolution des montants investis

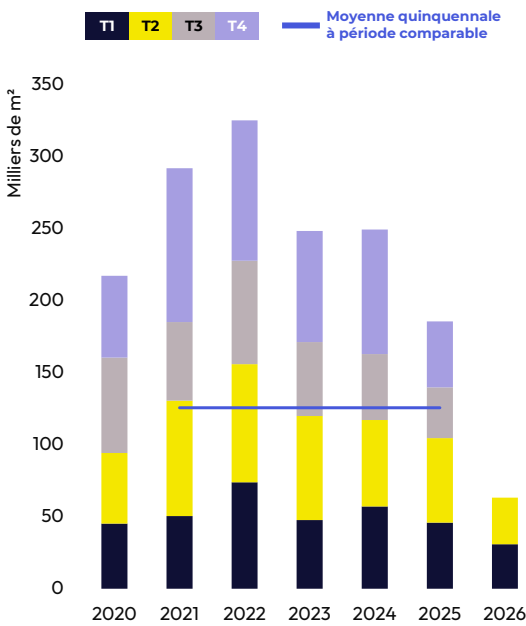
Sources
CECIM, IMPPROVE



Répartition par classe d'actif

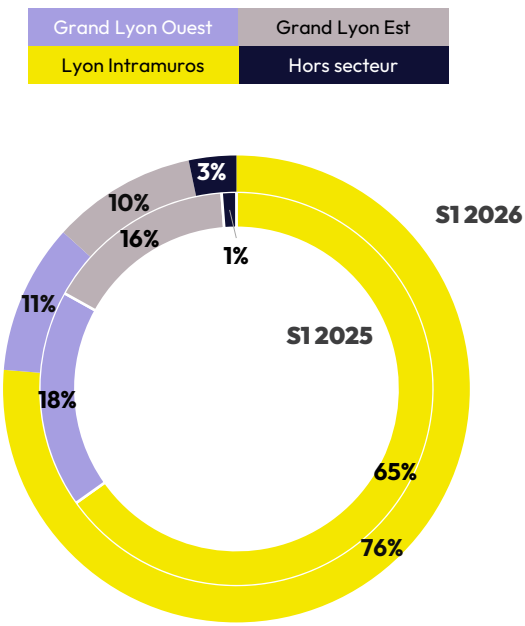
Sources
CECIM, IMPPROVE





Évolution de la demande placée

Sources
CECIM, IMPPROVE



Répartition géographique de la demande placée

Sources
CECIM, IMPPROVE

05

Bureaux : le marché utilisateur

Un ralentissement durable

Dans la continuité du début d'année, le marché lyonnais des bureaux peine à retrouver son rythme de croisière : seulement 32 300 m² ont été commercialisés au cours des trois derniers mois.

Sur l'ensemble du premier semestre 2026, la demande placée atteint près de 63 300 m², selon les données publiées par le CECIM. En comparaison avec les résultats du premier semestre 2025, ce volume accuse un repli important, de l'ordre de 39 %. Rapportée à la moyenne quinquennale, la contraction est encore plus importante : elle atteint 50 %, à période comparable.

Ce ralentissement de l'activité transactionnelle est aussi visible dans le recul du nombre de transactions : seulement 191 signatures ont été actées depuis le début de l'année contre 232 un an auparavant. Parmi elles, seulement 12 dépassent les 1 000 m² et, surtout, aucune transaction de plus de 5 000 m² n'a été recensée.

Sur le segment intermédiaire (1 000 – 5 000 m²), à peine 19 100 m² ont été commercialisés, soit un ralentissement important de l'ordre de 55 %. Le marché des petites surfaces (< 1 000 m²) se montre plus résilient mais, avec 44 200 m² commercialisés, souffre néanmoins d'un ralentissement annuel de 14 %.

Géographiquement, Lyon Intramuros continue de concentrer une très large majorité des surfaces commercialisées. Avec plus de 48 000 m² commercialisés (-29 % sur un an), ce territoire truste 76 % de la demande placée. Sans surprise, les utilisateurs plébiscitent largement les principaux quartiers d'affaires. La Part-Dieu concentre 19 % de la demande placée (11 962 m² commercialisés, -24 % sur un an). Parmi les principales signatures figurent la prise à bail par ODOO de près de 2 200 m² au sein de l'immeuble L'Atrium Part-Dieu.

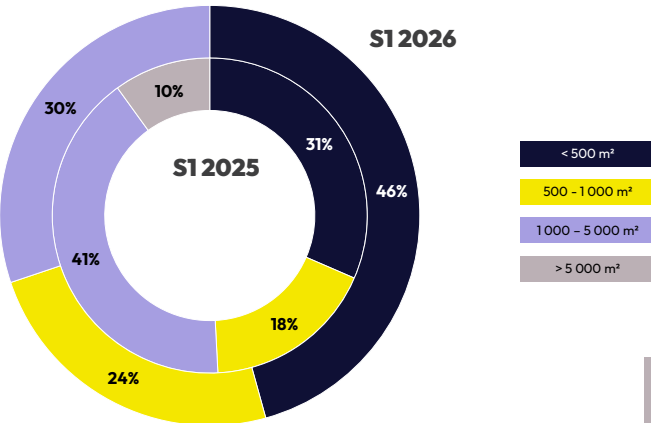
Porté par 3 signatures de plus de 1 000 m² dont la location de 1 500 m² par REGUS dans l'immeuble Fabula Fabrika, le secteur Villeurbanne / Tonkin est le deuxième le plus actif avec plus de 7 500 m² commercialisés (+ 4 %).

Enfin, le secteur de Vaise complète le podium avec 5 700 m² transactés (-38 %). Ce résultat doit beaucoup à une transaction : la prise à bail de plus de 2 500 m² par VINCI au sein d'un actif neuf sis 10 rue Johannès Carret, plus grande signature lyonnaise en 2026.

Sources
CECIM, IMPPROVE

Répartition de la demande placée par tranche de surface

Sources
CECIM, IMPPROVE



Chiffres-clés au S1 2026
(sources CECIM, IMPPROVE)

63 291 m²
Demande placée
-39 % en évolution annuelle

12
Transactions > 1 000 m²
contre 25 au S1 2025

Les bureaux (suite)

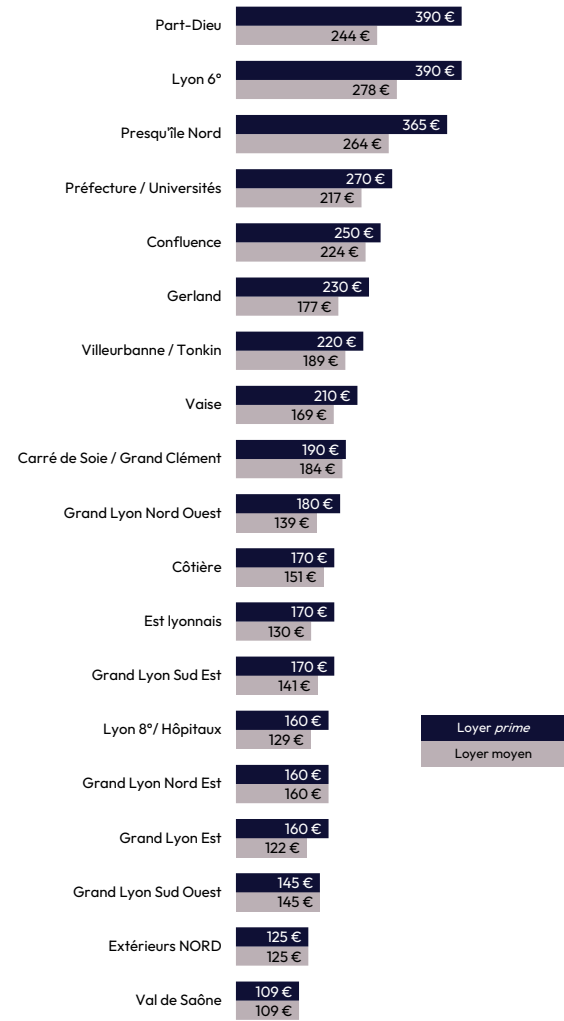
Cette transaction témoigne également de l'appétence toujours forte des entreprises, et plus particulièrement les grands utilisateurs, pour les surfaces les plus qualitatives, idéalement labellisées et présentant de bonnes performances environnementales. Ainsi, 6 des 12 signatures de plus de 1 000 m² concernent un actif neuf ou restructuré. Au total, près de 19 000 m² de première main ont été commercialisés, soit environ 30 % de la demande placée.

Après avoir fortement crû ces derniers trimestres, l'offre immédiate se stabilise mais reste à un niveau historiquement élevé : environ 627 000 m² sont vacants à la fin du deuxième trimestre 2026. Ce stock est essentiellement composé de surfaces de seconde main : seulement 170 000 m² neufs sont immédiatement disponibles, soit 27 % des surfaces vacantes. Avec plus de 112 000 m² disponibles dont près de 40 000 m² neufs, la Part-Dieu demeure le principal réservoir de la métropole. Grand Lyon Nord Est (34 000 m² neufs) et Grand Lyon Nord-Ouest (30 000 m² neufs) sont les deux autres territoires à disposer d'une offre de première main conséquente.

Dans cette configuration de marché, les valeurs locatives de première main sont légèrement orientées à la hausse. Ainsi, le loyer moyen facial neuf progresse annuellement de 3 % pour le secteur Grand Lyon Ouest (178 €/m²/an), de 5 % dans le territoire Grand Lyon Est (158 €/m²/an) et à Lyon Intramuros (266 €/m²/an). Pour les actifs *prime*, les valeurs peuvent dépasser les 350 €/m²/an et même approcher des 400 €/m²/an à l'image des baux signés à 390 €/m²/an dans les immeubles Heritage 77 (Lyon 6e) et M+ (Part-Dieu).

Le ralentissement de l'activité transactionnelle provoque une certaine stabilité des valeurs locatives de seconde main. À Lyon Intramuros, le loyer moyen progresse annuellement de 1 % et atteint 211 €/m²/an. Dans l'ouest de la métropole, il affiche la même valeur qu'un an auparavant (126 €/m²/an). Seul le territoire Grand Lyon Est acte un léger repli annuel, de l'ordre de 3 %, à 122 €/m²/an.

Sources
CECIM, IMMPROVE



Les loyers par secteur géographique au T2 2026

Sources :
CECIM, IMMPROVE



06

Locaux d'activités : le marché utilisateur

Le dynamisme des grands utilisateurs

Toujours selon les données compilées par le CECIM, le marché lyonnais des locaux d'activités confirme sa bonne santé du début d'année : environ 81 000 m² ont été commercialisés au cours des trois derniers mois.

Sur l'ensemble du semestre, plus de 145 000 m² ont été transactés, un volume en progression annuelle de 20 % mais toujours 10 % sous la moyenne quinquennale, à période comparable. Cette performance repose surtout sur l'excellent dynamisme des grandes signatures. En effet, 5 transactions > 5 000 m² ont été actées depuis le début de l'année, soit près de 33 000 m² commercialisés. Ce volume est plus de deux fois supérieur aux commercialisations du premier semestre 2025 (+ 126 %) où seules deux opérations avaient été recensées. L'activité sur la tranche intermédiaire (1 000 – 5 000 m²) est également dynamique : la demande placée affiche une progression annuelle de 31 % (à période comparable) avec près de 68 000 m² commercialisés. À l'inverse, le segment des petites signatures (< 1 000 m²) accuse un repli de quasi 20 % avec moins de 45 000 m² transactés. Ce ralentissement est également visible dans le recul du nombre de petites signatures : seulement 120 transactions ont été actées au cours des six premiers mois de l'année 2026 contre 142 un an auparavant.

Parmi les 33 signatures de plus de 1 000 m², 19 ventes sont recensées, faisant de l'acquisition un autre facteur prépondérant dans la bonne performance du marché. Au total, plus de 76 500 m² ont été vendus (+ 98 % sur un an) contre seulement 69 000 m² loués (-17 %).

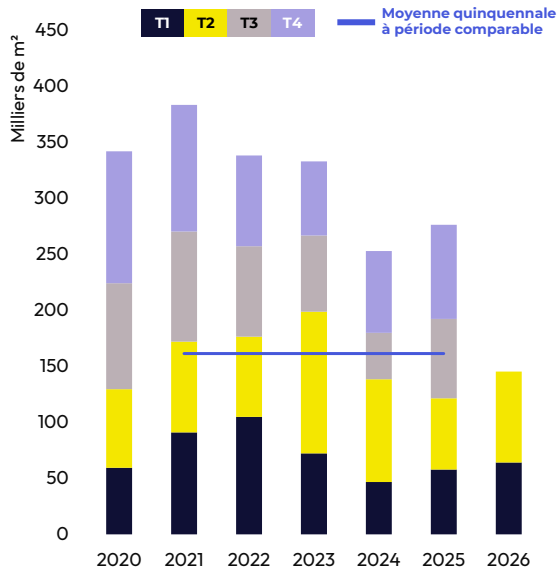
Le secteur Est, moteur traditionnel de l'activité transactionnelle dans la métropole lyonnaise, confirme sa prééminence : avec plus de 83 000 m² commercialisés (+ 10 % sur un an), il truste 57 % de la demande placée. Le bon dynamisme du marché se vérifie dans les autres secteurs : avec près de 50 000 m² commercialisés, le secteur Extérieur affiche une progression annuelle de 31 %. Cette croissance est encore plus soutenue pour l'Ouest de la métropole, de l'ordre de 61 %, avec une demande placée supérieure à 13 000 m².

À rebours de cette dynamique globale, les commercialisations de locaux neufs marquent le pas et accusent une contraction annuelle de 11 % avec moins de 24 000 m² commercialisés, soit 16 % de la demande placée. À l'inverse, l'activité transactionnelle de seconde main progresse de 29 % (121 600 m²).

Cette configuration de marché s'explique par la pénurie d'offre neuve. En effet, si l'offre immédiate suit une tendance haussière depuis plusieurs trimestres et atteint désormais 741 000 m², les surfaces de première main restent rares. Elles ne représentent que 23 % de l'offre, soit 170 000 m².

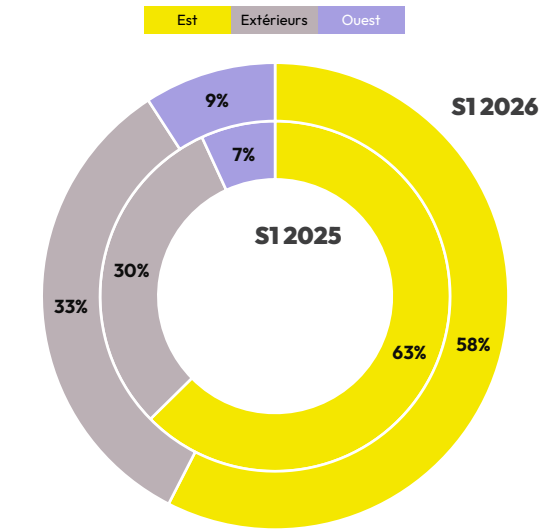
Dans ces conditions, les valeurs locatives neuves restent à des niveaux historiquement élevés quand les loyers de seconde main tendent à se contracter. Selon leur localisation et leurs prestations, les surfaces de première main se louent généralement entre 100 et 135 €/m²/an quand le loyer des locaux en état d'usage oscille plutôt entre 70 et 110 €/m²/an. Les locaux les mieux situés, en particulier à proximité immédiate de Lyon intramuros, peuvent dépasser ces fourchettes et se louer à plus de 150 €/m²/an.

Sources
CECIM, IMMPROVE



Évolution de la demande placée

Sources :
CECIM, IMMPROVE.



Répartition géographique de la demande placée

Sources :
CECIM, IMMPROVE

+ de 21 000

CLIENTS DÉJÀ INSTALLÉS

+ de 7 600

OFFRES À VOUS PROPOSER

15 ANS

D'EXPÉRIENCE

9 AGENCES

6 EN ÎLE-DE-FRANCE ET 3 EN RÉGION



6 DÉPARTEMENTS

AU SERVICE DE VOS AMBITIONS IMMOBILIÈRES



Agence



**Capital
Market**



**Corporate
Services**



Commerce



**Gestion
Locative**



**Conseil
Utilisateurs**

improve

Quentin GRAFF
Directeur Stratégie &
Etudes

Email: qgraff@improve.fr

Emilie RENTE
Chargée d'études

Email: erente@improve.fr

Camille VIGNAUD
Responsable Communication

Email: cvignaud@improve.fr

MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

LYON
INVESTISSEMENT
BUREAUX
ACTIVITES

The logo for 'improve' is displayed in a bold, lowercase, sans-serif font. The text is dark blue and is centered within a solid yellow rectangular background.

improve